

Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen (AGEG)
Asociación de Regiones Fronterizas Europeas (ARFE)
Association des régions frontalières européennes (ARFE)
Association of European Border Regions (AEBR)
Comunità di lavoro delle regioni europee di confine (AGEG)
Europæiske grænseregioners Arbejdsfællesskab (AGEG)
Werkgemeenschap van Europese grensgebieden (WVEG)
Associação das Regiões Fronteiriças Europeias (ARFE)
Σύνδεσμος Ευρωπαϊκών Συνοριακών Περιφερειών (ΣΕΣΠ)
Stowarzyszenie Europejskich Regionów Granicznych (SERG)



Intervention relative au projet d'avis relevant de la décision du Parlement européen pour la protection des minorités ainsi que relative aux mesures contre la discrimination en Europe élargie

Jens Gabbe
Secrétaire général de l'ARFE

1. Introduction

Nous saluons la possibilité que les associations européennes puissent s'exprimer au sein des commissions du Comité des régions. Cela souligne la bonne coopération qui se développe depuis quelque temps d'une manière tout à fait positive à la base de la convention entre le CdR et les associations régionales européennes.

Nous félicitons tout particulièrement les auteurs du projet d'avis Messieurs Boris Sovic et Eberhard Sinner, qui ont traité le sujet difficile des minorités d'une manière très approfondie en mentionnant tous les aspects essentiels. Je suis sûr que ce document peut être élaboré encore plus.

Le point de vue de l'ARFE par rapport à ce thème peut paraître étonnant.

En beaucoup de domaines l'Europe a été marquée par son histoire et sa culture communes, mais aussi par ses frontières nationales. Dans l'UE élargie environ 32 % de la population vit sur une surface de 40 % dans des zones frontalières.

Les frontières sont souvent des « cicatrices de l'histoire » . Leur héritage ressemble à un « tapis de pièces fait de paysages historiques » . Souvent ces frontières séparaient des

cultures conjointes et des populations et créaient ainsi des minorités nationales qui ressemblaient plutôt au voisin de l'autre côté de la frontière.

Il y a d'autres cas (comme après la 2^{ème} guerre mondiale après l'expulsion de certains groupes de la population) où aujourd'hui les gens habitent de part et d'autre d'une frontière sans partager une histoire ou une culture conjointes. Des polonais de certaines régions en Ukraine étaient réinstallés à la frontière occidentale polonaise (frontière avec l'Allemagne). Certaines populations (surtout les Rom et les Sinti) de l'Est de la Tchécoslovaquie étaient réinstallés à la frontière tchèque (frontière avec l'Allemagne). Ils y vivaient pour ainsi dire comme « minorité » nationale sans pour autant se sentir attaché à la région dans laquelle on les a réinstallés et sans partager la culture ou d'autres points communs avec la population voisine au-delà de la frontière.

Les minorités jouent donc un rôle important dans la coopération transfrontalière. Pour cela la Charte des régions frontalières et transfrontalières adoptée par l'ensemble des membres de l'ARFE tient compte dans son préambule de la protection des minorités et de la contribution de la coopération transfrontalière à la protection des minorités.

2. Permettez que je formule quelques thèses :

- Les points communs se rencontrent aux frontières, de même que les différences de part et d'autre d'une frontière qui se manifestent non seulement dans les compétences, structures et législations sociales différentes, mais aussi dans la diversité des langues et des différences culturelles.
- Les frontières peuvent créer des conflits, mais elles peuvent également favoriser l'intégration. Cela est également valable en ce qui concerne les minorités : par exemple Finlande / Russie, Finlande / Suède, Danemark / Allemagne, Pays-Bas / Allemagne, Espagne / France, Autriche / Italie, Italie / Slovénie, Slovénie / Autriche, Roumanie / Moldavie ou la Hongrie avec tous ses pays voisins.
- Les minorités coûtent toujours plus que les majorités.
- De l'autre côté les minorités font partie de la politique de développement régionale transfrontalière conjointe et de la politique de société. C'est la seule manière d'éviter des conflits entre les minorités et les majorités (les minorités sont importantes, mais – comme un maire danois l'a dit une fois : « La queue, c'est-à-dire la minorité, ne doit pas toujours agiter le chien, c'est-à-dire la majorité »).
- La diversité de l'Europe est sa richesse qu'il convient d'entretenir et d'augmenter. Cette diversité se retrouve non seulement dans la langue et la culture, mais aussi dans notre vie commune de tous les jours. Cela concerne également les minorités vivant

parmi nous qui sont souvent un élément indispensable de la coopération transfrontalière.

- A la frontière la langue est souvent l'instrument le plus important pour rassembler des connaissances détaillées des habitudes et conditions de vie traditionnelles et culturelles. Cela est valable sur le plan transfrontalier ainsi qu'en ce qui concerne les langues des minorités vivant de part et d'autre d'une frontière (par exemple zone frontalière germano-danoise, Pays Basque/ Aquitaine etc.).
- La connaissance de langues est élémentaire et nécessaire pour la conscience des points communs et des différences, par rapport à la culture, la tradition et la forme de vie.
- La connaissance des différences et des points communs est la condition d'une participation active de la minorité à tous les groupements sociaux et à toutes les formes de coopération ainsi que dans tous les domaines de la vie de part et d'autre de la frontière.
- Les minorités participant activement aux développements sociaux de part et d'autre de la frontière et également sur le plan transfrontalier, créent des valeurs ajoutées dans la vie socio-culturelle et économique commune.

3. Quelles possibilités pratiques peuvent être recommandées pour l'avenir ?

- Mettre à disposition des moyens financiers de programmes communautaires dans le cadre du développement régional / local similaires aux programmes INTERREG soutenant financièrement et à l'échelle transfrontalière des projets en faveur des minorités ;
- participation des minorités aux groupements politiques et sociaux (par ex. écoles, bibliothèques, institutions de formation pour adultes et pour jeunes, entretien de monuments, le cas échéant associations culturelles, églises etc.) ;
- diffusion permanente et continue de connaissances historiques, socio-culturelles et traditionnelles par rapport aux minorités ;
- participation aux partenariats transfrontaliers, aux rencontres de la jeunesse, aux rencontres familiales, manifestations sportives, colloques d'études, rencontres œcuméniques etc. ;
- prise en compte des langues minoritaires en ce qui concerne les programmes scolaires (par exemple Allemagne/ Pays-Bas) dans les zones frontalières voisines en tant qu'offre facultative ;

- permettre aux minorités d'accéder librement aux services publics de part et d'autre de la frontière (exemple: zone frontalière germano-danoise avec écoles, bibliothèques, centres culturelles etc.) ;
- promotion de la minorité par exemple à l'aide d'une obligation mutuelle de maintenir la culture et les institutions respectives ;
- minimum garanti relatif à la représentation politique des minorités aux parlements locaux et régionaux (par exemple au minimum un siège garanti, même si le nombre d'habitants minoritaires n'est pas suffisant).

4. Langues, cultures et minorités se rencontrent à la frontière

L'expérience de la coopération transfrontalière montre que chaque nouvelle génération doit réapprendre à surmonter les préjugés par rapport aux voisins et aux minorités, car les clichés souvent diffusés par les médias ne disparaissent pas une fois pour toutes. La coopération socio-culturelle reste le ressort et l'huile lubrifiante dans le processus de l'intégration progressive des minorités tout en préservant leur identité culturelle.

La coopération socio-culturelle des différents groupes de la population aide à mieux connaître l'autre. Mieux connaître l'autre signifie également mieux le comprendre (y compris connaissance de la langue de l'autre). Mieux comprendre l'autre signifie que l'on s'entend mieux et de mieux comprendre pourquoi l'autre est différent et pourquoi il agit d'une manière différente. Ce n'est qu'à la base de la compréhension que la confiance peut se développer. La confiance est le fondement de la coopération transfrontalière et représente par conséquent un élément crucial de la protection des minorités. Les développements dans les Balkans se seraient déroulés autrement s'il y aurait eu de bonne heure une véritable coopération transfrontalière.

L'ouverture de frontières dans le cadre du processus d'intégration européenne et la coopération transfrontalière ont aidé à désamorcer progressivement certains conflits minoritaires en Europe (par exemple Tyrol du Sud, Pays Basque, Irlande, Irlande du Nord, zone frontalière germano-danoise, Hongrie avec tous ses voisins etc.).

L'intégration des minorités dans le cadre de la coopération transfrontalière devient une pierre de touche :

- Respect du partenariat et de la subsidiarité,

- entente, tolérance et équivalence malgré des partenaires différents,
- vivre paisiblement ensemble en respectant la diversité et la non-discrimination des minorités.

Par conséquent il serait recommandable en réadaptant l'avis du CdR de traiter le sujet « coopération transfrontalière et minorités » dans un chapitre à part.

F:\DATA\334 AGE\REFERATEundSTELLUNGNAHMEN\2005\Vorträge\Minderheitenschutz13Dez05FRmp.doc